

Acteurs & ressources

Préparation du séminaire du 6 décembre 2010

mardi 23 novembre 2010

Sommaire de cet article

- [La commission Genre de Coordination Sud](#)
- [Genre en Action](#)
- [Ministère des Affaires étrangères et européennes](#)
- [L'Agence française de développement](#)

La commission Genre de Coordination Sud

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement - est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Fondée en 1994, elle rassemble plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agén, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Créée en 2006, la commission Genre rassemble les ONG membres appliquant une approche genre dans leurs projets et/ou dans leur fonctionnement. Ses objectifs sont de :

- Faciliter des échanges de pratiques et d'expériences sur la question de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et sur la mise en œuvre de l'approche genre dans les projets (de développement, d'éducation au développement, de plaidoyer) des ONG françaises.
- Sensibiliser le milieu des ONG françaises à l'approche genre.
- Proposer des actions de plaidoyer pour l'intégration du genre dans les politiques de développement de la coopération française et dans les campagnes d'opinion menées par les ONG françaises.

La commission genre est composée d'ONG membres de Coordination Sud (Asfodevh, CCFD, CIEDEL, Enda Europe, Equilibres & Populations, Fondation Abbé Pierre, FORIM, IFAID Aquitaine, Oxfam, Peuples Solidaires, Plan France, Secours Islamique France, Sidaction, Secours Populaire français, Terre des Hommes France) et d'ONG non membres invitées (Adequations, Association Femmes et développement, Aster-International, F3E, FECODEV, Genre en action, Planning Familial, Plate-forme ELSA...).

- [Consulter la rubrique genre sur le site de Coordination Sud](#)

Journée Osons le genre, décembre 2006

Lors de la journée de sensibilisation *L'égalité femmes-hommes pour un développement durable : osons le genre !*, Coordination SUD a réuni plus d'une centaine d'acteurs du développement et de la solidarité internationale, le 12 décembre 2006 à Paris.

L'objectif de la journée était de sensibiliser ces acteurs et décideurs aux enjeux de l'intégration d'une approche genre dans les stratégies ainsi que dans les programmes de développement, de plaidoyer et d'éducation au développement.

Le séminaire *Nous avons osé le genre*, du 6 décembre 2010, constituera une nouvelle étape pour faire le point des acquis et échanger sur les pratiques.

- [Télécharger les actes de la journée Osons le genre](#)
- [Lire en ligne les recommandations de cette journée](#)

Genre en Action

Le réseau francophone Genre en Action a été lancé en janvier 2003 à l'initiative du ministère des Affaires étrangères français. Il a pour ambition de permettre à toutes celles et ceux impliqué/es dans les questions de développement au nord et au sud de s'informer, de se former et d'échanger sur les enjeux et la pratique de l'approche « genre et développement ».

Le but de ce réseau est de renforcer les connaissances et les capacités en genre et de capitaliser les approches francophones sur les questions de genre. Au niveau international, ce réseau souhaite contribuer à la promotion de la dimension Genre et Développement en tant que dimension essentielle du développement durable.

Genre en Action présentera ses objectifs et activités lors du séminaire *Nous avons osé le genre* du 6 décembre.

- [Site web de Genre en Action](#)

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) est partenaire et soutien financier du séminaire *Nous avons osé le genre*, auquel il va participer.

- [Site du MAEE, rubrique Egalité hommes-femmes et genre](#)

Après un travail en collaboration étroite avec des ONG de la société civile au sein de la plate-forme Genre et développement, le MAEE a adopté un Document d'orientation stratégique (DOS) le 9 novembre 2007 en CICID (comité interministériel de la coopération internationale et du développement), présenté en Conférence d'orientation stratégique et de programmation (COSP), le 6 décembre 2007. Ce DOS s'intègre dans le cadre plus global de la stratégie gouvernance du ministère des Affaires étrangères. Il devrait être complété ultérieurement par un plan d'action plus concret, des indicateurs et des outils de budgétisation intégrant le genre. Le Document d'Orientation stratégique genre adopté en décembre 2007 est le pivot de la politique française en matière de genre dans le cadre de ses actions de coopération au développement.

Selon le MAEE "l'approche française vise à « créer les conditions qui permettent aux femmes et aux hommes de questionner leurs institutions sociales et les rapports sociaux de sexes qui en découlent pour les faire évoluer vers plus de justice sociale et d'égalité dans toutes les sphères de la société, économiques, politiques et sociales, afin que l'égalité formelle soit atteinte et qu'elle devienne une égalité réelle ». Elle s'articule autour de deux objectifs :

- 1- Entraîner des changements profonds et durables dans les relations entre les femmes et les hommes afin que les droits et les libertés fondamentales des deux sexes soient respectés ;
- 2- Atteindre une meilleure efficacité, pertinence et durabilité des politiques et programmes de développement en intégrant une analyse plus précise des questions de genre et des rapports de pouvoirs qui les conditionnent.

Pour contribuer à ces objectifs, la France s'engage à une action cohérente selon trois axes :

- placer les inégalités de genre au cœur du dialogue politique,
- garantir la transversalité de l'approche genre dans toutes les politiques,
- entreprendre et soutenir les actions de promotion de l'égalité.

En décembre 2008, Alain Joyandet, Secrétaire d'État à la Coopération et la Francophonie a lancé un Plan

d'Action en faveur des femmes et de l'égalité « femmes actrices du développement » qui met notamment l'accent sur le dynamisme des femmes dans le secteur économique et sur le rôle de l'égalité hommes-femmes comme condition de la croissance et du développement. Le Plan d'Action met à disposition des moyens humains et financiers au sein de ministère du Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à l'Agence Française de Développement en faveur de la mise en œuvre d'actions spécifiques et transversales.

- [Lire en ligne et télécharger le Document d'orientation stratégique Genre et développement](#)

En 2010, le MAEE a fait paraître un document de stratégie française pour l'égalité femmes-hommes.

- [Télécharger la stratégie française pour l'égalité femmes-hommes \(2010\)](#)

- [Une fiche repère "La France et les droits des femmes" est également disponible au MAEE](#)

L'Agence française de développement

L'Agence Française de Développement (AFD) sera également présente au séminaire *Nous avons osé le genre*. L'AFD présentera notamment sa stratégie pour l'intégration de critères de genre dans le cadre de l'instruction des projets de co-financement des ONG par la Division du partenariat avec les ONG (DPO).

"L'Agence Française de Développement, depuis plusieurs années, s'attache à prendre en compte la problématique de genre, tant dans son fonctionnement interne que dans ses activités opérationnelles. L'Agence inscrit sa réflexion et son action dans le cadre des conventions et des programmes issus des conférences internationales approuvées par la France dans le but de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette question fait également partie de sa nouvelle politique de développement durable".

Le guide de procédures AFD et les modèles de note d'initiatives ONG (NIONG) que les ONG complètent lorsqu'elles sollicitent un cofinancement à la DPO devraient intégrer les éléments suivants :

- Guide : Genre - Egalité hommes / femmes : le projet doit intégrer au mieux l'approche « genre » ; il doit veiller notamment à permettre aux femmes et aux hommes d'accéder de manière durable et équitable aux services et infrastructures mis en place par le projet ;

- NIONG : les ONG sont invitées à développer dans la partie « impact du projet » Impact(s) sur les questions liées à la réduction de la pauvreté et aux inégalités, au genre et à l'environnement (et indicateurs d'impact envisagés)

- [Rubrique et ressources genre sur le site de l'AFD](#)

- [L'AFD et les ONG](#)